

Appel à propositions 2017/2018

*Mise en œuvre de la
« Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective (POEC)
Pré-alternance et/ou pré-emploi »*

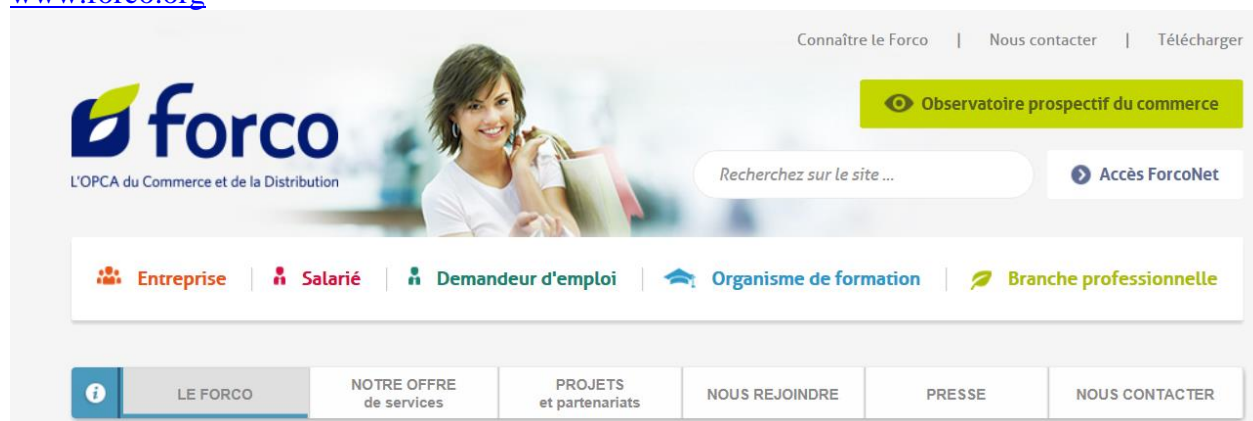
Vendeur produit frais

Forco
OPCA du Commerce et de la Distribution
Délégation île de France

Consultation du : 23 janvier 2018

1 Présentation de l'OPCA Forco

www.forco.org



Créé en 1994, le Forco est l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA) du Commerce et de la Distribution. Agréé par l'Etat pour collecter les fonds de la formation professionnelle, le Forco a été désigné par 13 branches professionnelles pour être leur partenaire emploi-formation. Depuis 2016, le Forco est également habilité en tant qu'Organisme Collecteur de la Taxe d'Apprentissage (OCTA).

Les 13 branches professionnelles adhérentes au Forco

- Bricolage
- Commerce à prédominance alimentaire (détail et gros)
- Commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie
- Commerce des articles de sport et équipements de loisirs
- Commerce succursaliste de la chaussure
- Commerce succursaliste de l'habillement
- Commerces de Détail Non Alimentaires
- Grands magasins et Magasins populaires
- Horlogerie commerce de gros
- Import-Export
- Optique-lunetterie de détail
- Professions de la photographie
- Vente à distance

Les chiffres clés de l'OPCA Forco :

- 42 000 entreprises adhérentes dont 84 % sont des TPE de moins de 10 salariés
- 300 millions € de collecte au titre de la Formation continue
- 55 millions € collectés au titre de la taxe d'apprentissage

Le Forco accompagne la performance des entreprises et contribue à l'évolution professionnelle des individus, salariés et demandeurs d'emploi, en facilitant l'accès à la formation et le développement des compétences. Aux côtés des missions de collecte, gestion et mutualisation des fonds, le Forco, en tant que partenaire emploi-formation, assure les missions suivantes :

- Informer et conseiller... les entreprises et leurs salariés sur les dispositifs et les outils de la formation professionnelle continue.
- Accompagner et outiller... les entreprises, de toute taille, dans la définition et la mise en œuvre de leurs projets emploi formation.
- Orienter et optimiser... l'investissement formation des entreprises en articulant les différents dispositifs et en mobilisant des financements publics (FPSP, Europe, Etat, Régions).
- Faciliter et simplifier... l'accès des entreprises et des salariés à une offre de formation diversifiée, innovante et de qualité.
- Anticiper et analyser... les facteurs d'évolution des métiers et des compétences dans les différents secteurs du Commerce et de la Distribution

Depuis 1996, le Forco héberge l'Observatoire prospectif du commerce qui conduit des études, développe des outils pour les 13 branches professionnelles adhérentes et met à disposition des informations et des ressources sur l'emploi et la formation.

L'offre de services du Forco s'est enrichie de nouveaux services performants et modernes avec la mise en place d'un portail d'e-services personnalisés.

Cette gamme d'e-services, comprend entre autres :

- Forco Net : Services web personnalisés pour l'entreprise ;
- Forco Net OF : Services web personnalisés pour les organismes de formation ;
- Forco Fil : Plateforme Internet qui propose 2 000 formations sélectionnées. Celle-ci permet aux entreprises d'inscrire en ligne leurs salariés à des formations présélectionnées et préfinancées.

Le Forco met à la disposition des branches professionnelles et de ses entreprises adhérentes un [service de proximité](#) présent sur l'ensemble du territoire à travers [13 implantations régionales](#), en cohérence avec les 13 nouvelles régions métropolitaines

2 Eléments de contexte

Le secteur Commerce et Distribution

Dans le contexte actuel, le secteur du Commerce et de la Distribution reste un secteur qui embauche et qui doit trouver des solutions à ses besoins récurrents en recrutement. Ceux-ci restent difficilement satisfaits car le secteur, malgré les perspectives d'emploi et d'évolution qu'il propose, est parfois mal considéré.

Pourtant, le commerce est un acteur social et économique majeur, en très forte mutation. L'environnement très concurrentiel impose l'adaptation aux nouvelles technologies (*e-commerce...*) et la prise en compte des attentes du consommateur qui évoluent fortement. Les enjeux sont donc importants : compétitivité, emploi, satisfaction client, innovation, environnement, animation des territoires.

Au niveau de l'emploi et de la formation, le secteur présente de nombreux atouts :

- ✓ des emplois non délocalisables ;
- ✓ une grande variété de métiers, et tous les niveaux de formation ;
- ✓ des emplois pour les moins qualifiés (*1/4 des salariés n'a aucun diplôme*) ;
- ✓ un secteur jeune et intégrateur (*1 jeune sur 4 commence à travailler dans le Commerce*) ;

- ✓ les embauches s'effectuent localement, à proximité du lieu de vie ;
- ✓ la promotion interne est très utilisée, source d'évolution sociale.

La formation est la solution pour pallier l'inadéquation entre le profil du candidat et le poste à pourvoir. D'où l'intérêt de former un futur collaborateur en phase de pré-recrutement afin de lui permettre d'intégrer dans les meilleures conditions, son futur poste et de faciliter son intégration.

Cadre réglementaire de la POE Collective

La Loi CHERPION du 28 juillet 2011 a créé la POE Collective. Ce dispositif permet à des demandeurs d'emploi de bénéficier d'une formation nécessaire à l'acquisition des compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par un accord de branche ou par le conseil d'administration d'un organisme paritaire collecteur agréé.

Liste des métiers en tension validés par le Conseil d'Administration Paritaire du Forco : Hôte(sse)s de caisse, Employés de commerce/libre-service, Bouchers, Poissonniers, Boulangers, Charcutiers, Vendeurs, Conseillers vente, animateurs de rayon, Responsables de magasin, Adjointes au responsable, Téléconseillers vente, Conducteurs d'engins, Caristes/trieurs, Chauffeurs PL/ampliroll/Grue auxiliaire, Chauffeurs PL/SPL (Conduite de camion plus remorque), Opérateurs de tri, Ingénieurs QSE, Réceptionnaires logistiques, Grutiers, Opérateurs de presse et Opérateurs cisaille.

La POE collective s'adresse aux demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi, habitants à Paris, indemnisés ou non, aux salariés en CUI (en CDD ou en CDI) et salariés en CDD au sein d'une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE).

Le parcours de formation est de 400 heures maximum incluant, une période d'application en entreprise (PAE) d'une durée ne pouvant excéder le tiers de la durée totale du parcours.

À l'issue du dispositif POE Collective, le contrat de travail qui peut être conclu est :

- ✓ un contrat à durée indéterminée (dont contrat de professionnalisation),
- ✓ un contrat à durée déterminée d'une durée minimale de douze mois (dont contrat de professionnalisation),
- ✓ un contrat d'apprentissage.

Partenariat Forco / Conseil départemental de Paris

Avec le Plan Parisien de l'Insertion par l'Emploi (PPIE) 2016-2020, la collectivité parisienne prend un certain nombre d'engagements pour répondre aux besoins des personnes les plus fragiles, à travers cinq axes stratégiques, dont celui de faciliter des parcours pour tous vers l'entreprise et l'accès à la formation.

Les Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) ayant conventionné avec le Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels (FPSPP) contribuent au développement de la formation professionnelle continue et sont impliqués dans la mise en œuvre de différents dispositifs qui visent à faciliter l'insertion professionnelle des publics fragilisés et des demandeurs d'emploi, tels que la Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE).

La Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective (POEC) permet ainsi à plusieurs demandeurs d'emploi de bénéficier d'une formation nécessaire à l'acquisition des compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par un accord de branche ou à défaut par un conseil d'administration d'un OPCA.

La collectivité parisienne souhaite contribuer avec les OPCA à la qualification des demandeurs d'emploi pour réduire les inégalités d'accès et promouvoir l'insertion professionnelle à Paris notamment des publics les plus fragiles.

3 Objet de l'appel à propositions

Le présent appel à propositions porté par l'OPCA Forco a pour objet de sélectionner une solution formation émanant d'un organisme de formation dans le cadre de la Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective (POEC).

L'appel à propositions est découpé en deux lots, *pré-alternance et pré-emploi*, pour lesquels des réponses distinctes sont attendues de la part des prestataires. La nature de la prestation et les objectifs visés par ces deux types de formations étant en effet différents.

Les prestataires peuvent répondre au lot 2 sur le pré-emploi.

4 Caractéristiques de l'appel à propositions

Prestation attendue

La (les) proposition(s) pédagogique(s) de l'organisme de formation devra(ont) être adaptée(s) aux besoins de compétences attendus au poste de travail correspondant à l'emploi cible ci-dessous :

- **Vendeur produit frais**

CCP1 du titre professionnel ECM / Code Rome : D 1107 Formacode : 34566

Le vendeur en produits frais approvisionne un rayon ou un point de vente. Accompagner le client et participer à l'attractivité du rayon ou du point de vente. Il veille aussi à la propreté de la surface de vente. Il peut aussi renseigner la clientèle.

Bénéficiaires

Les actions concernent les demandeurs d'emploi hommes ou femmes inscrits à Pôle Emploi, habitant dans Paris, indemnisés ou non, les salariés en CUI (en CDD ou en CDI) et les salariés en CDD au sein d'une structure d'insertion par l'activité

économique (SIAE). De fait, cet appel à propositions pourra concerner des candidats reconnus travailleurs handicapés. La prestation devra s'adapter aux spécificités de tous les publics visés.

Nombre de bénéficiaire : 15 maximum par session

Zone géographique

Ces actions s'appliquent à la région île de France, et plus précisément à la Ville de Paris qui cofinance cette action.

Démarrage des 2 POEC envisagées

Avril 2018 pour la première et Mai 2018 pour la seconde

5 Prestations attendues

Lot 2 « pré-emploi »

Les différents modules composant le parcours POEC doivent être en adéquation avec le besoin de l'entreprise ou du territoire.

Positionnement (en amont)

Une phase de positionnement devra être proposée. Elle peut comprendre : des entretiens individuels, des tests etc. ainsi que la confirmation du projet professionnel.

Postérieurement, le candidat devra être en capacité de décrire l'organisation de cette phase de positionnement, les objectifs, le contenu, les outils utilisés.

Durée moyenne envisagée : parcours de 400 heures maximum. La période d'application en entreprise (PAE) ne doit pas dépasser 1/3 du parcours total.

La PAE nécessite de contractualiser une convention avec l'entreprise pour sa durée (*type convention de stage*), visant à cadrer les responsabilités de chacun et à garantir la couverture sociale et le risque en cas d'accident du travail du bénéficiaire. Le bon déroulement de la PAE est ainsi assuré. Ce document est à joindre à votre réponse.

Module : connaissance des métiers du commerce et de la grande distribution

Descriptif : Ce module est axé sur l'environnement du commerce et de la grande distribution (appréhender la diversité des situations de travail dans le commerce : rythme, conditions de travail, environnement et des missions). Il peut comprendre des interventions de professionnels des métiers du commerce, des mises en situation pratiques...

Module : Formation technique à l'emploi cible

Descriptif : Ce module a pour finalité de faire acquérir au bénéficiaire les compétences opérationnelles nécessaires à l'exercice d'un des emplois cibles.

Contenu de la formation : Objectifs pédagogiques, conditions de mise en œuvre, livrables (*outil de capitalisation des compétences professionnelles acquises*).

Attendu : Le bénéficiaire devra être opérationnel sur l'emploi cible à l'issue de ce module.

Module : compétences clés transversales et savoir-être professionnel

Descriptif : Ce module a pour finalité de transmettre aux bénéficiaires les compétences nécessaires à une bonne intégration dans l'entreprise. Il peut comprendre un travail sur l'image de soi, une communication adaptée au contexte de travail, la capacité à travailler en équipe, la connaissance des valeurs et codes de l'entreprise, les attitudes professionnelles... Les items listés ici ne sont pas exhaustifs, des propositions innovantes pouvant être faites en prenant en compte les attentes accrues des entreprises, notamment dans le secteur des services, concernant la maîtrise des compétences relationnelles

Module : Accompagnement vers l'emploi

Descriptif : Ce module a pour finalité de faire le lien entre les bénéficiaires formés sur le dispositif et les offres d'emploi proposées par les entreprises. Il peut comprendre : un training des candidats aux job-datings, la recherche d'offres d'emploi auprès des entreprises du commerce, un accompagnement individualisé des bénéficiaires, l'organisation pratique de jobs-datings (*recherche de lieu, prise de contact avec les entreprises, collecte des besoins en recrutement, invitation des entreprises et suivi des inscriptions, coaching des bénéficiaires le jour J...*).

Attendu : Le placement des bénéficiaires dans l'emploi et la sécurisation de l'accès à l'emploi.

Prestation de training et d'organisation de job-dating

Descriptif : Collecte d'offres d'emploi auprès des entreprises, organisation logistique des jobs datings...

Calendrier prévisionnel des job-dating (*lieux, capacité d'accueil...*), les modalités et conditions de mise en œuvre, le dispositif de suivi d'exécution de la prestation et d'appréciation des résultats

Attendu : Attestation de compétences, outils de recherche d'emploi (*CV, lettre de motivation, e-CV...*).

Prestation d'accompagnement vers l'emploi

Descriptif : Les modalités et conditions de mise en œuvre, le dispositif de suivi d'exécution de la prestation et d'appréciation des résultats tenant compte de la sous-traitance.

Attendu : Suivi qualitatif des bénéficiaires.

Synthèse	Lot 1 « pré-alternance »	Lot 2 « pré-emploi »
Durée POEC	140h moyen + PAE	400h (dont PAE) maximum
Positionnement	X	X
Confirmation du projet professionnel	X	?
Compétences clés transversales et savoir-être professionnel	X	
Remise à niveau et maîtrise des savoirs de base	X	
Formation technique à l'emploi cible	Facultatif (Sensibilisation uniquement)	X
Accompagnement vers l'emploi ou l'alternance	X	X

6 Modalités de sélection des offres

Les réponses recevables seront instruites par le Forco. Toute réponse au présent appel à propositions sera considérée comme un engagement sur les modalités techniques et collaboratives spécifiées.

Pour que la proposition soit éligible, l'organisme de formation sera dûment déclaré et devra posséder un numéro de déclaration d'activité actif et **devra être enregistré sur Data Dock**.

La sélection des prestataires se fera au regard des éléments suivants :

- Le respect du présent cahier des charges,
- La clarté de la proposition et sa pertinence,
- La pédagogie proposée et les outils mis à disposition des stagiaires,
- L'expérience de l'organisme de formation et/ou de ses intervenants en direction du public demandeur d'emploi et/ou salarié,
- Pour les organismes de formation déjà intervenus sur le dispositif POEC Forco : l'antériorité concernant le respect des procédures, des supports, des délais administratifs et des taux de placement en emploi, seront pris en compte dans la sélection,
- Les modalités d'accompagnement vers l'emploi/l'alternance et de suivi de l'accès à l'emploi/alternance par bénéficiaire (*capacité de reporting à l'issue de la formation, à 3 mois, à 6 mois*),
- L'accueil en formation de personnes en situation de handicap (accessibilité de l'organisme de formation, pédagogie adaptée, ...)
- Le réseau d'entreprises mobilisables et l'adéquation de l'offre de formation aux besoins de recrutement des territoires,
- Les moyens de communication mis en œuvre,
- Le coût de la prestation en regard des objectifs et des moyens prévus,
- La qualité des prestations en adéquation avec les objectifs, la demande et le contexte,

- Les liens avec les partenaires de l'emploi : Pôle emploi, Cap emploi, Missions Locales, Conseil Régional....
- La capacité à gérer des dispositifs bénéficiant de cofinancements (*européens, régionaux...*) et à respecter leurs exigences.

Chaque proposition détaillée devra comporter les informations ci-dessous :

Éléments de la réponse à proposition
Présentation de la structure, Présentation de ses atouts, Présentation de prestations de même nature déjà réalisées pour le public ciblé , Présentation des résultats obtenus en fin de parcours, à 3 mois et 6 mois.
Appropriation du contexte et connaissance du champ couvert par le Foro sur le territoire.
Le développement, si nécessaire, des informations mentionnées sur la Fiche Projet fournie par le Forco et toute autre information qu'il sera utile de préciser : - méthode pédagogique envisagée, - méthode de collaboration proposée, - modalités d'évaluation, - accompagnement pour le retour à l'emploi...
Les moyens humains mobilisés (<i>expérience métier, connaissance du public</i>), La désignation d'un référent administratif unique pour l'opération, La désignation d'un coordinateur pédagogique unique pour l'opération, Les solutions matérielles et logistiques envisagées...
Joindre, le cas échéant, une cartographie des lieux de formation et les CV des intervenants pour chaque module.
Les modalités de publicité proposées en direction des bénéficiaires pour répondre aux attentes des partenaires (<i>Forco, Agefiph, FPSPP, Pôle emploi, Cap emploi...</i>).
Les engagements pris pour atteindre les objectifs fixés (<i>60% de placement en emploi</i>).
Un devis détaillé de la prestation proposée précisant les modalités de calcul et le type de prestation.
Une fiche produit décrivant de manière synthétique le contenu de chaque prestation, les compétences visées et les prérequis attendus qui servira de document de communication avec les prescripteurs.

En annexe, la fiche projet POEC Forco

7 Conventionnement, suivi et facturation

En référence de l'Article 22 de la Loi n°2011-893 du 28 juillet 2011 dite Loi « Cherpion » pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels :

« L'action doit permettre de mobiliser et d'accompagner le public demandeur d'emploi, inscrit à Pôle emploi, indemnisé ou non, dans la cadre de la Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective (POEC) **au travers d'actions de formation adaptées et d'un accompagnement vers l'emploi** ».

A cet effet, l'organisme de formation devra :

- Identifier des candidats potentiels, notamment dans le cadre d'informations collectives en partenariat avec les acteurs de l'emploi, et tout particulièrement Pôle emploi ;
- Veiller à la recevabilité du candidat et fournir les pièces nécessaires au bon déroulement de la POEC dans le respect des consignes données par les financeurs (*Forco, Mairie de Paris, FPSPP*)
- Adapter l'organisation de la formation aux besoins identifiés dans le respect de la législation en vigueur ;
- Définir des modalités d'accompagnement des candidats formés vers l'alternance ou l'emploi ;
- Assurer un suivi qualitatif de l'accès à l'alternance ou l'emploi des bénéficiaires et en rendre compte au Forco à la fin de la formation, à 3 mois et à 6 mois.

7.1 Conventionnement avec l'organisme de formation

Avant le démarrage des actions, une convention sera signée entre l'organisme de formation retenu et le Forco. Cette convention, précisera les modalités de partenariat entre l'organisme de formation et le Forco et notamment les informations suivantes :

- les dates de réalisation des actions de formation et de PAE,
- l'intitulé de formation,
- le nombre d'heures,
- le nombre de bénéficiaires,
- le nombre d'heures par module pédagogique. Seuls les coûts pédagogiques sont éligibles au dispositif POE Collective. Les heures de Période d'Application en Entreprise (PAE) ne pourront, en aucun cas, donner lieu à facturation. De même, tout parcours inférieur à 7h ne pourra faire l'objet d'un financement.

7.2 Suivi des actions

La traçabilité des heures de formation se fera par le biais de feuilles d'émergence chiffrées en heures, signées à la ½ journée par le stagiaire et par le formateur. Ce document comprendra les logos de l'ensemble des financeurs. Si besoin, un exemple de feuille d'émergence conforme sera fourni au prestataire retenu avant le démarrage de l'action ainsi que les logos.

L'organisme de formation devra se soumettre à tout audit qualité ou de contrôle et participera aux bilans intermédiaire et final.

7.3 Suivi du placement des bénéficiaires

L'organisme de formation devra assurer un suivi du placement des bénéficiaires à l'issue de la formation, à 3 mois et 6 mois.

Sa proposition devra ainsi détailler les mesures qu'il engagera pour favoriser les sorties vers l'alternance et/ou l'emploi telles que définies par la loi du 28 juillet 2011 :

- un CDI (*dont contrat de professionnalisation*),
- un CDD d'une durée minimale de 12 mois,
- un contrat de professionnalisation CDD d'au moins 12 mois,
- un contrat de professionnalisation CDI,
- un contrat d'apprentissage CDD d'au moins 12 mois.

L'organisme de formation réalisera les enquêtes à 3 mois et 6 mois dont les résultats seront transmis au Forco en utilisant le formulaire prévu à cet effet.

L'organisme de formation est garant de la réalisation de l'évaluation en ligne, de fin de formation par le bénéficiaire sur le portail Forco Eval.

7.4 Facturation

Le règlement de la prestation, s'effectuera sur la base du nombre d'heures réalisées et dans la limite du nombre d'heures conventionnées ainsi que du coût horaire défini et sur présentation des justificatifs conformes listés à la convention. **Aucun dépassement ne pourra être facturé par l'organisme de formation au Forco ou/et au Demandeur d'Emploi stagiaire.** En cas d'absence, l'organisme de formation ne pourra demander réparation, ni au Forco, ni au DE stagiaire.

Compte-tenu des exigences de production des bilans FPSPP et pour garantir les financements directement portés par l'OPCA Forco, l'organisme de formation doit présenter ses factures au terme du dispositif et dans les meilleurs délais. A défaut, il sera relancé par les services de l'OPCA par courrier simple (*première relance*), par LR A/R en seconde relance. Sans réponse sous un mois, le Forco désengagera les sommes engagées et l'organisme de formation ne sera pas réglé des prestations réalisées et non facturées, sans possibilité de recours.

L'organisme de formation s'engage à encaisser les règlements émis par chèque dans un délai de 15 jours à réception de ces derniers.

7.5 Obligations liées aux cofinancements et modalités de communication

L'organisme de formation devra faire figurer les logos des financeurs sur tous les documents et supports utilisés dans le cadre de cette action : programme, devis, feuilles d'émargement, attestation de formation, etc.

L'organisme de formation est susceptible d'être soumis à contrôle et notamment de visites sur place, effectuées par les instances communautaires et les organes nationaux de contrôle, au même titre que le Forco soutenu par le FPSPP.

Modalités de communication :

L'organisme de formation s'engage à solliciter le Forco pour toute démarche de communication en direction des entreprises, prescripteurs, institutionnels ou des demandeurs d'emploi.

Avec accord et sous contrôle du Forco, il pourra mettre en place une action de communication, de promotion et de prospection à destination des entreprises relevant de ses branches professionnelles. Cette campagne de communication fera l'objet d'une validation du Forco et devra être en conformité avec l'obligation de publicité définie par le FPSPP.

8 Calendrier

Date limite d'envoi des propositions : **23 février 2018**

Période de sélection des organismes de formation : **du 26 février au 2 mars 2018**

Période d'engagement et de démarrage des 2 POEC : **du 01/03/2018 au 30/06/2018**

9 Conditions de réception des offres

Le porteur de l'opération au Forco est :

Olivier MONKAM
Chargé de projets
Mobile 06 80 96 99 26

Les propositions doivent être envoyées sous format électronique :

au plus tard à la date limite de dépôt soit le 23 février 2018 à 17h ;
à l'adresse mail suivante (*ne pas dépasser 10 Mo*) : **omonkam@forco.org**

